

Unité départementale du Rhône
63 avenue Roger Salengro
69100 VILLEURBANNE

VILLEURBANNE, le 03/05/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/04/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

TEINTURE DE SAINT JEAN

5 avenue VICTOR HUGO
69550 Saint-Jean-la-Bussière

Références : UD-R-CTESSP-23-114-PS
Code AIOT : 0006103760

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/04/2023 dans l'établissement TEINTURE DE SAINT JEAN implanté 5, avenue VICTOR HUGO 69550 Saint-Jean-la-Bussière. L'inspection a été annoncée le 13/03/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TEINTURE DE SAINT JEAN
- 5, avenue VICTOR HUGO 69550 Saint-Jean-la-Bussière
- Code AIOT : 0006103760
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société teinture de Saint-Jean (TSJ) est une société d'ennoblissement textile située à Saint-Jean-La-Bussière (69-Rhône). Son activité est concentrée sur le lavage, la teinture et l'apprêtage de tissus dont il n'est pas propriétaire.

L'activité du site est réglementée par un arrêté préfectoral daté du 8 août 1975 complété le 21 février 1995. Quatre arrêtés complémentaires actualisent les prescriptions techniques imposées à la société : 29 mars 2005 modifié par celui du 30 août 2007, du 16 janvier 2015 et du 25 mars 2020.

Le site est soumis à autorisation et déclaration pour les activités reprises dans le tableau ci-dessous.

N°de rubrique	Intitulé	Volume des activités	Régime de classement
2330-1	Teinture, impression, apprêt, enduction, blanchiment et délavage de matières textiles : La quantité de fibres et de tissus susceptible d'être traitée étant supérieure à 1 t/j	Rames d'apprêt n° 1 et 5 Rame d'Enduction 8 t/jour	A
1530-3	Dépôt de papier, carton ou matériaux combustibles analogues y compris les produits finis conditionnés ; Le volume susceptible d'être stocké étant supérieure à 1 000 m ³ mais inférieure ou égale à 20 000 m ³	Stockage des tissus (matière première et produits finis) 16 000 m ³	D
2910-A-2	Installation de combustion (combustible Gaz) – La puissance thermique nominale de l'installation étant supérieure à 2 MW mais inférieure à 20 MW	Chaudière principale 3,35 MW	DC
2915-2	Chauffage (Procédés de) utilisant comme fluide caloporteur des corps organiques combustibles	Fluide thermique de la rame d'enduction 600 l	D

Une plainte d'un riverain a été reçue au sein de la DREAL en date du 21 février 2023. Elle porte sur un rejet atmosphérique provoquant du bruit, des odeurs et un panache visuel important. L'inspection a porté uniquement sur le rejet à l'origine de la plainte.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Plainte en date du 21 février 2023

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;

- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Captage et épuration des rejets	Arrêté Préfectoral du 29/03/2005, article 3.2, annexe 3	/	Mise en demeure, dépôt de dossier	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection propose de mettre en demeure l'exploitant de stopper le procédé de vidange "en température" et de respecter les dispositions de l'article 3.2 et de l'annexe 3 de l'arrêté préfectoral

du 29/03/2005 concernant les rejets atmosphériques.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Captage et épuration des rejets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/03/2005, article 3.2, annexe 3
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets air
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les valeurs limites des rejets à l'atmosphère : débit, concentration et flux, sont fixées dans l'annexe 3 du présent arrêté, qui précise en outre les modalités des contrôles (périodicité, normes de mesure, transmission des résultats à l'inspection des installations classées).
Constats : <u>Identification du rejet :</u> L'exploitant a expliqué que le rejet en cause vient d'un évent d'un réservoir relié à un système de vidange en température. L'exploitant a fourni des plans et des photographies de ce système de vidange. Avant ce système, les bains de teinture étaient refroidis avec de l'eau de refroidissement puis le tout était rejeté dans le réseaux d'eaux usées des procédés. Afin d'économiser de l'eau et du temps, un système de vidange "en température" a été mis en place. Celui-ci comprend un réservoir de 25 m ³ installé en R-1 dans le secteur autoclave. 10 machines (7 autoclaves, 2 overflow 11 et 14, jet 4) sont reliés directement au réservoir par des tuyaux. L'exploitant a précisé que seules les autoclaves peuvent être vidangées "en température" (>75°C) dans ce réservoir, les autres machines sont vidangées dans ce réservoir après refroidissement (environ 45°C). Ce réservoir possède un évent dirigé vers le toit du site et un drain (équipé d'une vanne bloquée ouverte) dirigé vers le bassin des effluents du site. Lors des vidanges en température, l'eau chaude des autoclaves, mise en dépression est d'autant plus sujette à former de la vapeur que la pression et la température de fonctionnement de l'autoclave étaient élevées. Cette formation de vapeur, arrivée dans le réservoir, s'échappe naturellement par l'évent du réservoir alors que la phase liquide est drainée vers le bassin des effluents du site. A l'époque ce système permettait également d'économiser de l'électricité puisque le réservoir était relié à un échangeur qui permettait de chauffer l'eau d'une cuve positionnée sur le toit, à destination de l'eau sanitaire. Les installations sont toujours présentes mais ne sont plus utilisées. Au niveau du toit, l'évent est en forme de T proche de la toiture et du côté de la route avec la présence d'habitation. Celui-ci ne favorise pas l'ascension et la diffusion des vapeurs. L'exploitant a indiqué qu'il y a environ 7 vidanges réalisées dans la journée de 5 à 21h. Une vidange dure entre 7 et 10 min. Il peut y avoir des vidanges cumulées cad plusieurs machines vidangées en même temps. Les conditions de températures et de pression des rejets sont donc variables. <u>Qualité des vapeurs:</u> L'exploitant a indiqué qu'aucune analyse n'a été réalisée sur les vapeurs qui s'échappent.

Bruit:

Une mesure de bruits du site a été réalisée le 2 décembre de 5h à 9h. L'exploitant a indiqué lors de la présente visite que lors de ces mesures, une vidange de l'autoclave 7 (88 °C) a eu lieu à 7h30. Aucune observation particulière n'a été observée dans le rapport de mesure (N° D'AFFAIRE : 2212ELP0000097).

Conditions signalées dans la plainte

A la date et l'heure signalée lors de la plainte, l'exploitant a indiqué qu'une vidange d'eau supérieure à 75°C a eu lieu sur deux machines : autoclave 7 (4,7 m³) et autoclave 4 (2,4 m³).

L'inspection constate que ce procédé n'est pas inclus dans le dossier d'autorisation qui a été déposé en 2005 ni dans les porter à connaissance ultérieurs.

Type de suites proposées : Avec suites

Demande n°1 : sous 15 jours, l'exploitant stoppe le procédé de vidange en "température" et réalise ses activités conformément à son dossier d'autorisation et à l'arrêté préfectoral du 29/03/2005 modifié.

Le procédé de vidange en température ne peut être utilisé tant qu'il n'a pas été autorisé par le préfet via l'instruction d'un porter à connaissance. Ce porter à connaissance doit comprendre notamment l'impact de ce procédé sur l'environnement (bruit, qualité, odeur, visuel).

Proposition de suites : Mise en demeure

Proposition de délais : 15 jours